



Angleterre, États-Unis, Palestine, Rhodésie, France, Mexique... La politique à la solde de banquiers

Par [Maryse Laurence Lewis](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2021

L'Histoire possède tant de ramifications que je me contenterai d'en aborder cette facette, peu reluisante, en me concentrant sur une seule branche financière : celle de la famille Rothschild. Et encore, de manière non exhaustive.

Dans un article, intitulé *La dualité du projet sioniste*, l'auteur interprète la création d'Israël comme un arrangement à façade humaniste, cachant un fond xénophobe. L'instauration de cet État aurait permis au royaume d'Angleterre de se départir des Juifs habitant l'île. Cette version m'apparaît bien étrange, étant donné les liens indéniables existant entre l'Angleterre et les promoteurs du sionisme. ¹

Il y a plus de 2000 ans, les sémites arabes, descendants d'Ismaël, fils aîné d'Abraham, ne valorisaient pas le travail d'usurier. Les Juifs, ayant déjà un haut sens des affaires, se sont donc spécialisés dans le prêt sur gage ou le prélèvement d'impôts, tel l'évangéliste Matthieu du Nouveau Testament.

Il fut un temps où le rouge symbolisait le capitalisme !

Mayer Amschel Bauer, dont un ancêtre adopta le nom de l'enseigne rouge annonçant le commerce familial (Roth = rouge; schild = écriteau), déjà habile prêteur, eut l'opportunité de s'occuper des finances du landgrave de Hesse-Kassel. Sa renommée s'en trouva augmentée autant que sa fortune. ²

Lorsque les colons des États-Unis se révoltèrent contre leur mère patrie, George III n'osait mander des soldats anglais, trucider des compatriotes installés en Amérique... Hélas! Lever un contingent de mercenaires ne coûte pas que le prix du sang. Le landgrave de Hesse, lequel s'enrichissait par le commerce de mercenaires, lui envoya une troupe de hessiens. Cet entremetteur confia l'argent gagné à hypothéquer des vies à son banquier, Amschel Rothschild. Celui-ci prêta la somme à son compatriote d'Amérique, Haym Solamon qui, lui, exigeait de plus hauts intérêts. Morris, le trésorier de George Washington, leur conseilla de prêter l'argent aux rebelles... pour lutter contre l'Angleterre! La famille Rothschild amplifia donc sa fortune par l'intermédiaire de la guerre. En 1806, le landgrave de Hesse, devenu prince électeur sous le nom de Guillaume 1^e, dut s'exiler lorsqu'il perdit ses États dominés par la France. Il n'en reprit possession qu'en 1813, peu avant la défaite de Napoléon. Durant cette période, il sauva sa fortune en la confiant à Amschel Rothschild. Cette nouvelle opportunité permit aux fils du banquier de fonder des institutions financières, en Autriche, Italie, France et Angleterre, en plus de la banque paternelle érigée en Allemagne. Initiant leur carrière, Jacob Rothschild finança Napoléon, en guerre contre les Anglais, tandis que Nathan prêta de l'or au général Wellington qui vainquit Napoléon à Waterloo. Celui-ci ne fut

plus que bon à partir en exil... Mais revenons au lien entre le sionisme et l'Angleterre. Il suffit de retenir que, déjà, au XVIII^e siècle, l'Angleterre se trouvait dépendante des intérêts d'une puissante famille juive, qui plus est, originaire d'Allemagne. La France aussi, puisque les Rothschild furent les banquiers de Louis XVIII, de Charles X et Louis-Philippe... ³

Le canal de la discorde

En 1869, on inaugura le canal de Suez. L'ingénieur, Ferdinand de Lesseps, étant Français, les intérêts de ce pays s'avéraient plus élevés que les parts anglaises. Diminués dans leurs prétentions, les Anglais brisèrent cette entrave, encore une fois, grâce à l'intervention d'un Rothschild, Lionel, le fils de Nathan. En 1875, l'Angleterre s'érigea en plus grand actionnaire du canal. Elle en assura la surveillance, par une présence militaire, jusqu'en 1954. Entre temps, l'entraide n'étant pas gratuite au sein de cette fratrie, l'argent accentua l'ascension des banquiers en politique. Le Premier ministre John Russell proposa une modification de lois, afin de permettre au financier juif de siéger au gouvernement. Lionel Rothschild ne pouvait prêter allégeance à une reine anglicane, représentante de Dieu sur Terre! La Chambre des lords refusa à plusieurs reprises. On permit à Lionel Rothschild, député de la circonscription de Londres, de jurer sur l'Ancien Testament. Il fut prié de quitter la salle, lorsqu'il éluda du serment les mots « sur la vraie foi d'un chrétien ». Il lui fallut attendre jusqu'en 1858 pour que la Chambre des lords accepte le serment personnel du député, tête couverte, implorant l'aide de Jéhovah... Dès lors, l'ingérence politique des banquiers s'officialisa. ⁴

On attribue au pharaon Sésotris III, vivant au XIX^e siècle avant notre ère, l'initiative d'une voie reliant alors la mer Rouge et le sud du Nil. Sous le règne du Perse Darius 1^e, soit 500 ans avant notre ère, on finalisa un canal qui fonctionnera, entre les périodes d'ensablement, jusqu'au VIII^e siècle. Entre 1859 et 1869, on modifia le tracé. Plus d'un million d'ouvriers s'échinèrent au chantier. On ressasse les nombreux morts ayant contribué à la construction du transsibérien, sous Staline, mais on se vante moins des « dommages collatéraux » du canal : 100,000 ouvriers dans les fosses de l'oubli. Quand Abdel Nasser nationalisa le *qanat as-suwes*, en 1956, la France, l'Angleterre et leur alliés Israéliens tentèrent d'y conserver leurs intérêts, en vain. Cette défaite ouvrit la voie à de multiples conflits entre les nations arabes et les Juifs d'Israël. ⁵

Le mythe de Sion

Quoique l'Ancien Testament ne mentionne un retour à la terre promise qu'après la venue d'un Messie qui, selon les Juifs, ne s'est pas encore manifesté, vers 1880, on commença à réclamer un retour à Sion. Cette légende, commune à la Torah et à l'Ancien Testament, ne devait pas enthousiasmer des protestants chrétiens. Mais! Une mainmise, dans ce berceau du monde, attirait l'attention de l'empire anglais.

À l'apogée de leur gloire, au XVI^e siècle, les Ottomans occupent la région des Balkans. Des colons turcs sont installés à Constantinople. Sous Sélim 1^e, l'Anatolie orientale est annexée, ainsi que l'Azerbaïdjan, la Cilicie, le Kurdistan, la Syrie, l'Égypte et la Palestine. Son fils Suleyman y ajoute l'Iraq, l'Arabie, l'Afrique du Nord à l'exception du Maroc. Il investit même Belgrade, l'île de Rhodes, la Hongrie et la Transylvanie. Quoique ses successeurs n'obtinrent jamais sa notoriété et le titre de magnifique, ils prirent la Géorgie, Chypre et définitivement

Tunis. ⁶

Cependant, en 1565, le banquier juif Joseph Nasi acquit du sultanat des droits seigneuriaux sur la ville de Tibériade! Au début du XVII^e siècle, les Hongrois parviennent à récupérer leur territoire. Les révoltes des peuples soumis commencent à se multiplier. L'empire ottoman se fragilise et devient à son tour la proie d'une lutte entre l'Angleterre, la France, la Russie et l'Autriche. Obliger les Ottomans à se retirer, en installant une nation aux membres influents, au niveau financier et politique, voilà une occasion! Dès 1897, sous la pulsion de Theodore Herzl, au Congrès de l'Organisation sioniste mondiale, à Bâle, on planifie une première immigration juive. La France et l'Angleterre s'accordent sur un partage d'influence sur la zone ottomane à démanteler.

La terre promise! À quel prix?

Arthur Balfour devint Premier ministre conservateur en Angleterre, de 1902 à 1905. Il eut l'opportunité d'inaugurer le premier Congrès international d'eugénisme, en 1912. Il y prononça le discours d'ouverture! Il fit le pas, de l'eugénisme à l'appui du peuple élu, en 1917, lorsqu'on lui confia la direction des Affaires Extérieures. À l'époque, les Anglais tentaient de se rallier les Palestiniens, dans le but d'affaiblir l'Empire ottoman auquel ce peuple était soumis, tout en espérant courtiser les Juifs établis aux États-Unis... Le texte, connu sous le nom de « Déclaration Balfour », composé en réalité par Alfred Milner, ancien administrateur colonial, au Cap, en Afrique du Sud, fut adressé à Walther Rothschild, tenant le rôle d'intermédiaire entre les États-Unis et l'Angleterre. Balfour signa cette lettre, suggérant la création d'un foyer national juif, en Palestine. On y mentionnait que la fondation de l'État d'Israël se réaliserait *s'il ne portait aucun préjudice à la population locale*. Dès 1922, les Anglais obtiennent, par la Société des Nations, un mandat particulier sur la Palestine, en vue d'y planifier l'État juif. Voulant éviter les tensions, en 1928, par l'intermédiaire du Livre blanc, l'Angleterre tente de réduire le nombre d'immigrants juifs. Ceux-ci rejettent ces restrictions par la voie du terrorisme. En 1947, l'Organisation des Nations-Unies planifie le partage de la Palestine en deux États, alors que le mandat anglais prend fin. Sans attendre la mise en œuvre de cette solution, Ben Gourion proclame l'État d'Israël en 1948. Dès lors, les conflits entre Arabes et Juifs s'intensifieront, d'autant plus que les Israéliens ne respecteront jamais les limites de territoire assigné. Ils envahiront jusqu'à la partie palestinienne de la Cisjordanie. ⁷

Birobidjan, État judéo-soviétique

Cependant, les Anglais et les États-Uniens ne furent pas les premiers à créer un État juif. Une région bien à eux, sur laquelle ils exerçaient un pouvoir politique, culturel et religieux, existait déjà quatorze ans avant Israël. Suite à la Révolution de 1917, la « Déclaration des droits des peuples de Russie » instaure l'égalité et la souveraineté des diverses ethnies sur un territoire bien à eux. Les Juifs sont reconnus comme nation, mais à la différence des autres peuples déjà groupés majoritairement en des régions bien définies, les Juifs n'occupent pas un lieu nettement circonscrit. On réserve alors, dès 1928, un territoire de 36,266 km², longeant la rive gauche du fleuve Amour, à la frontière de la Russie et de la Chine. Staline étant en charge de cette répartition de territoires ou républiques, dès 1934, ce lieu devient une région juive autonome. Bien que le nom Birobidjan soit celui de la capitale, on désigne généralement cet oblast par ce vocable. On offrit des primes aux volontaires assez courageux pour franchir les 5000 kilomètres séparant cette zone de Moscou. Les familles de colons purent y éduquer leurs enfants, dans des écoles à

l'enseignement dispensé en yiddish. En 1939, la population juive s'y élevait à 18,000 habitants pour un total de 109,000 résidents. À la fin de la seconde guerre mondiale, des rescapés Juifs s'y réfugièrent et leur nombre atteint plus de 46,000 individus, soit 25% de la population totale. ⁸

La colonisation de l'Afrique du Sud

À la fin des années 1880, Alfred Rothschild, le fils de Lionel, finança Cecil Rhodes, fondateur de la *British South Africa Company*. Désireux d'agrandir les colonies anglaises, en Afrique du Sud, Rhodes s'enrichit grâce aux mines de diamants et devint le premier dirigeant... d'un pays qui portera son nom. Les Français n'étant pas en reste, la « Rothschild frères » aida Nathan à ruiner les valeurs mobilières espagnoles, prirent le contrôle de l'entreprise *Rio Tinto*, et devinrent les principaux actionnaires des mines de diamants de *Beers*, une entreprise de Cecil Rhodes, gérée en succession par Léopold Rothschild, au détriment des populations noires, bien entendu. ⁹

Des experts en libéralisation économique, au service de la « gauche »

Emmanuel Macron n'est pas le premier politicien français aux intérêts liés aux banquiers. Georges Pompidou fut directeur général de la Banque Rothschild de France, pas moins de six ans, avant une ascension à la présidence, en 1969.

En 1990, le fondateur la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, déjà conseiller spécial de François Mitterrand, Jacques Attali, s'attaque à la résurgence des pays de l'Est, suite à la chute de l'Union Soviétique. Son mandat inclus la protection des centrales nucléaires et de l'environnement... ainsi que l'aide à la privatisation d'entreprises! En 2007, frais imbu du poste de Président, Nicolas Sarkozy pose Jacques Attali à la tête d'une commission en charge de la libéralisation de la croissance économique. Attali nomme à son tour un jeune méconnu « rapporteur adjoint de la Commission », soit nul autre qu'Emmanuel Macron. ¹⁰

Cette expérience, jointe aux recommandations d'Attali et de Serge Weinberg, président de Sanofi, ouvre à ce novice les portes de la banque Rothschild & Cie. Devenu spécialiste des fusions-acquisitions, Macron devient l'associé-gérant et l'agile bras droit de David Rothschild. Il négocie la vente du département de Nutrition de l'entreprise Pfizer à l'imposante Nestlé. Une affaire estimée à neuf millions d'Euros.

Omniprésent dans l'espace « socialiste », Jacques Attali présente Emmanuel Macron au Président François Hollande. Dès le 15 mai 2012, la recrue est nommé Secrétaire général adjoint à l'Élysée. Il deviendra Ministre de l'Économie à la fin de l'été 2014. Préparant déjà des mesures de distanciation, Macron s'éloigne de la politique de François Hollande et lance, en avril 2016, le mouvement *En marche!* Le 30 août, il démissionne de son poste de ministre de l'Économie. En novembre, il affiche sa candidature à la présidence de la République. En mai 2017, il succède à François Hollande... Des années auparavant, celui qui fut proche de Pfizer et Sanofi, deux gigantesques entreprises pharmaceutiques, reçut de ses collègues un sobriquet prémonitoire : le microbe! ¹¹

L'influence actuelle des Rothschild

S'ils ne trônent plus en grand nombre, dans la liste des gens les plus fortunés, leur

intromission en politique et dans les médias est durable. Des Rothschild figurent comme principaux actionnaires du journal *The Economist*, de Londres, avec la famille Agnelli, de l'entreprise FIAT. Leurs intérêts sont représentés par Lynn Forester, mariée en troisième noce avec Robert Adrian Rothschild qui n'est autre que le conseiller financier de... la reine Elizabeth! Ce couple est une réussite due à Henry Kissinger qui les présenta, lors de la réunion annuel du Club Bilderberg, qui eut lieu en Écosse, en 1998. La Lune de miel de ces tourtereaux, hybrides de rapaces, les fit atterrir à la Maison Blanche, à l'invitation d'Hillary et Bill Clinton! ¹²

Si papa Bush fut jadis un des fondateurs de l'entreprise *Zapata petroleum* (quel cynisme!), les intérêts états-uniens, au Mexique, n'ont jamais tari. Le 29 mai 2021, *The Economist* appelle, en terme assez crus, à l'éradication du Président mexicain Manuel López Obrador. Ce texte est une refonte de deux articles du New-York Times, un organe de presse qui bat aux mêmes rythmes politiques que les Clinton et *Letras libres* d'Enrique Krauze Kleinbort. Cet homme, d'origine israélo-mexicaine, proche des intérêts de George Soros et des Rothschild, est membre du *Committee on the present danger*, anti-communiste, et de la « Commission trilatérale » promouvant une mondialisation économique au détriment des nations. Il implore le Président Biden de ne pas fermer les yeux sur l'autoritarisme de sa cour arrière... Le Mexique n'étant pas, pour lui, un pays dont on doit respecter les opinions politiques et les choix sociaux, mais « la cour arrière » des États-Unis! Ce journaliste n'est évidemment pas neutre, puisqu'il s'avère un intime de l'ex-président mexicain Felipe Calderón et de Castañeda Gutman, l'ancien Ministre des Affaires Étrangères de Vincente Fox! Ajoutons que l'épouse de Calderón, Margarita del Campo, élue députée en 2003, est fille d'un entrepreneur lié à l'ancien dirigeant Carlos Salinas.

Le Président mexicain, López Obrador, présente une dénonciation contre l'agence états-unienne USAID qui finance l'opposition. En résumé, les auteurs d'articles prônant la chute du gouvernement de López Obrador, sont tous liés à d'anciens présidents, disposés à se plier aux intérêts des multinationales plutôt qu'à favoriser la prospérité de la population mexicaine. Certains étant même plus ou moins compromis avec le trafic de drogues (Gutman est accusé de blanchiment d'argent, en association avec le cartel du Golfe et la feu Banque Stanford dont il fut membre du Conseil d'administration).

Que reproche-t-on au Président actuel? Un journaliste juif du Venezuela, Moisés Naim, le traite de nécrophile idéologique... *The Economist* l'appelle « faux messie » et « populiste », parce qu'il a haussé les pensions des retraités et les bourses des étudiants. Il a banni les investissements privés du secteur des hydrocarbures et encourage l'achat des ressources locales. Il désire remplacer le gouverneur de la Banque Centrale par quelqu'un doté d'un sens moral en finance! ¹³

The Economist reconnaît que les partis d'opposition n'offrent pas d'alternative cohérente. L'article stipule que l'opinion est divisée en deux. Celle de la majorité de la population et de l'élite. L'élite étant, bien entendu, la classe aisée qui déplore le choix d'investir en services sociaux plutôt qu'accorder des largesses aux entreprises privées. Le reproche le plus conséquent pour *The Economist* est celui-ci : López Obrador appelle à un référendum, afin de décider si l'on doit juger cinq ou six anciens présidents pour corruption! L'élection de Carlos Salinas (en poste de 1988 à 1994, au *Partido Revolucionario Institucional*) et celle de Felipe Calderón (2006 à 2012, *Partido Acción Nacional*, comme Vincente Fox), furent contestées par l'opposition suite à de multiples irrégularités. Le mandat de Salinas s'étant particularisé par la privatisation d'entreprises, la signature d'un accord de libre-échange

(ALENA) et la répression des autochtones Zapatistes, au Chiapas... En comparaison, le Président actuel, López Obrador, obtint plus de 30 millions de votes, en décembre 2018, un record unique dans l'histoire du Mexique. Son parti, *Movimiento de Regeneración Nacional*, aussi appelé MORENA, sera l'objet d'élections partielles, le six juin 2021... Espérons, cette fois encore, qu'un suffrage démocratique réel soit effectué et respecté. ¹⁴

Une banque nationalisée ?

Suite à l'élection d'un gouvernement se présentant sous le nom de socialiste, en 1981, on nationalisa bien vite la banque Rothschild. Qu'à cela ne tienne! Le roitelet de la finance, David, l'ancien patron d'Emmanuel Macron, s'empressa d'ériger une nouvelle institution, réunissant les intérêts familiaux d'Angleterre et de France. Et le sionisme alors? Dans l'édition du 27 mai, *The Economist* aborde la problématique. Sa position face aux territoires occupés de Palestine est prudemment ambiguë. On intitule l'article : *Un ou deux États ?* ¹⁵

En France, au Mexique et au Moyen-Orient, l'actualité demeure explosive et nous en percevons partout les éclats. Déjà, on a tenté de décourager les électeurs, au pays d'Emiliano Zapata... ¹⁶

Maryse Laurence Lewis

Notes :

1. La dualité du projet sioniste. Dans *Manière de voir*, no. 157, février-mars 2018, repris par le site:

<https://librejugement.org/2021/05/16/les-opprimes-de-lhistoire-sont-aujourd'hui-les-oppresseurs/#more-44125>

2. Le titre de landgrave correspond en français à « comte », il incluait des pouvoirs administratifs et juridiques.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Guillaume_IX_de_Hesse

3. https://fr.wikipedia.org/wiki/Famille_Rothschild

4. https://fr.wikipedia.org/wiki/Lionel_de_Rothschild

5. <https://www.sudouest.fr/archives/canal-de-suez-son-histoire-n-a-rien-d-un-long-fleuve-tranquille-1838006.php>

6. Empire Ottoman : Dictionnaire Petit Robert 2, sous la direction de Paul Robert, rédaction dirigée par Alain Rey, 1989.

7. La Déclaration Balfour :

<https://mjp.univ-perp.fr/constit/il1917.htm>

La carrière politique d'Arthur Balfour fut impulsée par lord Salisbury, l'homme qui rédigea un

avertissement à la Russie, stipulant qu'on ne tolérerait pas la présence russe à Constantinople, malgré la victoire de ses troupes contre les Turcs!

8. Birobidjan :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Oblast_autonome_juif

9. Cecil Rhodes : dictionnaire Robert (voir la note 6)

https://fr.wikipedia.org/wiki/Famille_Rothschild

10. https://fr.wikipedia.org/wiki/Jacques_Attali

11. <https://www.forbes.fr/politique/commission-attali-rothschild-bercy-elysee-les-ressorts-de-lascension-fulgurante-du-president-macron/>

<https://www.lesoleil.com/actualite/monde/qui-est-vraiment-emmanuel-macron-10468ba5697b97dfdbf68af286caf814>

12. <https://mundo.sputniknews.com/20210604/the-economist-de-los-banqueros-rothschild-incita-al-derrocamiento-del-presidente-de-mexico-1112894230.html>

13. Dans la section Leaders : Si vous ne pouvez pas lire l'article complet, ouvrez le site avec *Explorer...*

<https://www.economist.com/leaders/2021/05/27/voters-should-curb-mexicos-power-hungry-president>

14. https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_chefs_d%27%C3%89tat_du_Mexique

15. <https://www.economist.com/leaders/2021/05/27/two-states-or-one>

16.

https://www.challenges.fr/politique/legislatives-au-mexique-des-tetes-tranchees-pour-decourager-les-electeurs_767991

Maryse Laurence Lewis : *Fascinée par l'écriture, la politique et les sciences, avec une propension particulière pour la biologie, elle est partisane de la formation continue en direct ou en ligne, actuellement avec le Collège de France. Elle s'est impliquée dans plusieurs organismes de protection de l'environnement et défense des droits sociaux : distribution de nourriture aux sans-abris, aide aux immigrants, coopération avec le Guatemala suite à 36 ans de répression, travail en résidences pour personnes âgées ou handicapées. Aimant plus que tout la nature, elle partage des photos et vidéos sur le site: florefauceco.wordpress.com (accessible par la bande URL).*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Maryse Laurence Lewis](https://www.mondialisation.ca/), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : **Maryse
Laurence Lewis**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca